

Réforme territoriale : "Les solutions ne peuvent être que locales"

Par Celine Rastello

Publié le 09-04-2014 à 15h24
Mis à jour à 15h27

Moitié moins de régions, fin des conseils généraux,... Le géographe Gérard-François Dumont commente les propositions de Manuel Valls. Interview.



Réduction de moitié du nombre de régions d'ici à 2017, la suppression des "conseils départementaux à l'horizon 2021"... que penser du **Big Bang territorial proposé par Manuel Valls** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140408.OBS3090/departements-regions-le-big-bang-territorial-de-manuel-valls.html>)? Le géographe professeur d'université à la Sorbonne-Paris 4 et président de la revue "Population & Avenir" nous donne son avis.

Diviser par deux le nombre de régions : une bonne idée ?

- Le problème n'est pas de savoir combien il y a de régions, mais de savoir dans quelle mesure ces régions sont de nature à améliorer leur attractivité, et donc à stimuler l'emploi.

La fusion de deux régions, si elle ne s'intègre pas dans un projet commun de développement, ne sert à rien.

Fusionner depuis Paris la Haute et la Basse-Normandie ne changera rien, par exemple, à la dynamique de ces régions".

Croire que sous prétexte qu'une région sera plus grande et plus peuplée, elle sera automatiquement plus dynamique, est totalement faux.

On a à l'étranger - en Allemagne, Espagne, Italie ou au États-Unis par exemple - des petites et de grandes régions. Souvent, les petites s'en tirent aussi bien que les grandes quand elles ont une bonne gouvernance.

On est le seul pays où l'on discute sans arrêt d'un redécoupage, comme s'il y avait un "optimum régional" enclenchant automatiquement un développement.

Le Premier ministre (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/premier-ministre>) souhaite supprimer les conseils généraux, (ex "conseils départementaux"), "à l'horizon 2021". Qu'en pensez-vous ?

- Nicolas Sarkozy était allé un peu dans le même sens. C'est méconnaître les réalités locales. La réalité départementale est elle aussi extrêmement différente selon les territoires. Certains départements ont une implication et une identité locale fortes. D'autres, créés plus récemment, ont une identité et une importance moindres.

Il n'y a pour moi pas de solution nationale, seulement des solutions locales".

Deux exemples. La fusion entre le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, dans la mesure où elle avait fait l'objet de l'examen et la mise en œuvre d'un projet commun, était souhaitable.

En revanche, la disparition des différents départements d'une région aussi éclatée que les Pays-de-la-Loire serait certainement nocive. Le taux de **chômage** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/chomage>) de la Mayenne est faible car son territoire a une identité propre.

Si vous fondez cette identité dans un magma régional informe qui n'applique pas le principe de subsidiarité [*quand une action publique est prise en charge par la plus petite entité capable de résoudre le problème elle-même, NDLR*] vous perdez en efficacité.

Par contre, des départements comme par exemple le Loiret, le Loir-et-Cher et l'Eure-et-Loir ont monté un projet commun pour mutualiser un certain nombre de services. On en parle pas assez.

De plus, une organisation revue depuis Paris implique des organisations bureaucratiques extrêmement lourdes. Et nombre de problèmes procéduraux à venir.

Ce qui est dramatique, par ailleurs, c'est que, pendant la mise en place de ces "réformes", ces régions ne sont pas véritablement opérationnelles pour se concentrer sur l'essentiel, qui est le développement régional.

Manuel Valls a en outre proposé la suppression de la clause de compétence générale pour les collectivités territoriales (qui permet à une collectivité - région, département ou commune - d'intervenir dans tous les domaines qu'elle juge nécessaires).

- Il faut selon moi avant tout clarifier les compétences, ce qui n'est pas exactement la même chose. Exemple : il est clair que le département a un rôle considérable en matière sociale. Or, force est de constater qu'un certain nombre de régions ont également développé des services sociaux. C'est pour moi une erreur. Il faut supprimer telle ou telle compétence à tel ou tel niveau.

Supprimer la clause de compétence générale ne suffit pas si on ne précise pas clairement qui va s'occuper de quoi. Au niveau régional, par exemple, on doit s'occuper de l'aménagement du territoire régional, et pas des problèmes moins importants qui se présentent au niveau d'un bassin d'emploi.

Manuel Valls (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/manuel-valls>) a enfin annoncé "une nouvelle carte intercommunale, fondée sur les bassins de vie" qui entrera en vigueur "au 1er janvier 2018". Qu'est-ce que cela signifie et est-ce selon vous une bonne idée ?

- Simplifier les structures intercommunales est selon moi une bonne idée.

On est aujourd'hui en déficit démocratique, dans la mesure où, selon les territoires, on a des communautés de communes, des communautés d'agglomération ou des communautés urbaines. Sans compter les métropoles. Comment voulez-vous que les citoyens s'y retrouvent ? Il ne devrait y avoir qu'une seule structure intercommunale.

Se pose ensuite le problème de leur découpage. Il n'y a aucun découpage idéal. Ces dernières années, la France a fait de l'intercommunalité forcée, et aujourd'hui on peut dresser une **typologie** des intercommunalités qui montre que très peu ont réussi.

Je distingue les **intercommunalités centralisatrices**, où un président a un certain poids et veut tout centraliser sans tenir compte du fait qu'il ne doit gérer que les problèmes communs à l'ensemble des territoires.

Deuxième type d'intercommunalité, plus fréquent, **les intercommunalités consensuelles**, où les acteurs se mettent ensemble car l'Etat les y a encouragés en améliorant les dotations financières. Et qui se contentent de se partager le gâteau, sans aucun projet commun.

La seule intercommunalité qui marche et est malheureusement rare, c'est **l'intercommunalité subsidiaire** où sont gérés les problèmes communs à l'ensemble des territoires, et où on laisse chaque territoire gérer les problèmes qui lui sont propres, y compris en lui renvoyant de l'argent de l'intercommunalité pour qu'il puisse gérer ses problèmes locaux.

Propos recueillis mardi 8 avril par Céline Rastello - Le Nouvel Observateur

Sur le web: Valls veut à terme diviser par deux le nombre de régions



[ouvrir](#)

isateur d'énergie Safari
pour lancer le module Flash

ET SI EN UN CLIC VOUS DÉCIDIEZ DE DEMAIN,